



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

**N°145 – PERIODE DU 1^{ER} AU 31 DECEMBRE
2016**

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

ARRETES

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code du travail, et notamment ses articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 7-100-2016 en date du 8 novembre 2016 portant avis favorable à la proposition d'autoriser des dérogations au repos dominical pour l'année 2017,

Vu la délibération de Toulouse Métropole n° DEL 16-0805 en date du 6 octobre 2016 approuvant des dérogations au repos dominical ces mêmes 7 dimanches,

Vu l'accord de bonne conduite pour 2017 signé par certaines organisations syndicales et patronales représentatives sous l'égide du Conseil Départemental du Commerce,

Considérant qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce,

Considérant le projet d'autoriser des dérogations au repos dominical pour l'année 2017,

Considérant que le Conseil Municipal a été consulté le 6 octobre 2016,

Considérant que l'arrêté du maire doit être pris sur avis conforme de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre.

ARRETE S/N° 25580

ARTICLE 1

Les commerces de détail, hors biens culturels, d'ameublement, de jardinage et de bricolage, employant des salariés sur la commune de Saint-Orens de Gameville sont autorisés à ouvrir les dimanches suivants :

15 janvier, 2 juillet, 3 septembre, 26 novembre, 10, 17 et 24 décembre 2017

Les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², employant des salariés sur la commune de Saint-Orens de Gameville sont autorisés à ouvrir 7 dimanches parmi les 10 dimanches suivants :

15 janvier, 9 avril, 2 juillet, 3 septembre, 22 octobre, 26 novembre, 3, 10, 17 et 24 décembre 2017

ARTICLE 2

Les commerces de détail employant des salariés sont autorisés à ouvrir les dimanches identifiés à l'article 1er qu'à la stricte condition de :

- Ne faire appel qu'au volontariat
- De respecter les amplitudes horaires suivantes : 9h à 20h ou 10h d'amplitude maximum sans ouvrir au-delà de 20h

ARTICLE 3

Les apprentis ne pourront pas travailler ces jours-là.

ARTICLE 4

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les dimanches mentionnés à l'article 1er.

ARTICLE 5

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

ARTICLE 6

Les dispositions du Code du travail seront naturellement applicables.

L'amplitude d'ouverture posée à l'article 2 ne saurait faire échec aux règles applicables spécifiquement à chaque établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, en matière de durée et d'amplitude journalière de travail de leurs salariés.

ARTICLE 7

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être OBLIGATOIREMENT donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le 15 février 2018 pour l'année 2017.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement, suivant l'accord de branche ou la convention collective propre à chaque entreprise, les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect.

Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (application de l'article L.3132-27 du Code du travail).

ARTICLE 8

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

ARTICLE 9

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, ces dispositions ne se substituent pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

ARTICLE 10

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

ARTICLE 11

Lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

ARTICLE 12

Pour les commerces de détail alimentaire, dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n°72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1 du Code du travail, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le présent arrêté, dans la limite de trois.

ARTICLE 13

Le présent arrêté sera affiché, publié au recueil des actes administratifs de la commune et une copie sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens

Monsieur le Directeur de la DIRECCTE

Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens

Qui sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance,**

Serge JOP
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement Urbain,
Sécurité, Communication, Protocoles
Département de l'Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 26/12/2016

En publication, affichage ou notification le :



Arrêté permanent n°25579
Réglementant la circulation au droit des
chantiers courants et des zones d'interventions
d'urgence sur le réseau routier et cyclable des
ex-routes départementales hors agglomération.

Le maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la loi n° 89-413 du 22 Juin 1989 relative au Code de la Voirie routière et le Décret n°89-631 du 4 Septembre 1989.

Vu le Code de la Route.

Vu le décret n° 86-475 du 14 Mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété.

Vu l'avis N°186 de Monsieur le Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne, en date du 14 Octobre 2008.

Vu les prescriptions et les schémas des manuels de signalisation temporaire du chef de chantier (routes à chaussées séparées, routes bidirectionnelles) édités par le Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

Vu l'Arrêté n°662/09 du 27 octobre 2009 portant réglementation provisoire de la circulation sur le réseau routier départemental hors agglomération.

Vu le règlement de voirie de Toulouse Métropole adopté par délibération du Conseil de Communautaire le 16 décembre 2011.

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire.

Vu la loi MAPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Vu l'article 90 de la NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et impliquant le transfert du domaine public routier départemental de la Haute-Garonne à Toulouse Métropole le 01 janvier 2017.

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer, de façon permanente, en raison de leur caractère répétitif, la mise en œuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier et cyclable constitués par les Ex-routes départementales transférées au 01/01/2017 dans le cadre de la loi NOTRe et dénommées comme telles dans cet arrêté.

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des personnels chargés d'exécuter des travaux ou d'intervenir sur le réseau routier et cyclable départemental et qu'il convient de réduire, autant que possible, la gêne occasionnée à la circulation.

Arrête

Article 1 :

Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°662/09 du 27 octobre 2009 susvisé, pour ce qui concerne le territoire de la commune de Saint-Orens de Gameville.

Article 2 :

Les restrictions visées aux articles 4, 5 et 6 et relatives à la circulation des usagers sont autorisées au droit des chantiers dits « courants » (définis à l'article 3) réalisés sur les ex-routes départementales et les parcours cyclables transférés au 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi NOTRe et exécutés hors agglomération, par les services de Toulouse Métropole ou par des concessionnaires, entreprises ou services publics intervenant pour ou sous le contrôle des services de Toulouse Métropole, sous réserve des conditions fixées dans les articles ci-après.

A titre indicatif et non exhaustif, les principaux chantiers concernés (qu'ils soient réalisés en régie ou par les entreprises) sont :

- intervention ponctuelle (réalisée en régie ou par l'entreprise) dans la réparation des chaussées, de leurs dépendances ou de leurs équipements ;
- entretien périodique des chaussées, en particulier point à temps automatique et programme d'enduits superficiels ou d'enrobés ou autres techniques ;
- entretien des dépendances et des équipements de la route : chantiers mobiles divers dont le fauchage, le curage des fossés, l'entretien des accotements, l'élagage et l'abattage d'arbres, le remplacement, l'entretien et le nettoyage de la signalisation verticale, etc ... ;
- entretien des ouvrages d'art : nettoyage, petites réparations, visites périodiques avec ou sans nacelle, réfection des joints de chaussée, etc ... ;
- intervention sur éclairage public, feux tricolores ;
- réparation ou pose de glissières de sécurité ;
- entretien et mise en œuvre de signalisation horizontale ;
- exploitation de la route : comptages du trafic ou sondages d'opinion, gestion des événements de courte durée ;

- interventions réalisées dans le cadre du service hivernal ... ;
- travaux sur les réseaux des concessionnaires situés dans le domaine public routier ou à proximité ;
- tous travaux exécutés sur ou à partir du domaine public routier (accès riverains, réseaux aériens, etc) ;

La signalisation de chantier afférente sera mise en place :

- soit par les services de Toulouse Métropole,
- soit, sous le contrôle des services de Toulouse Métropole, par les concessionnaires, entreprises privées ou services publics susvisés en ce qui concerne les chantiers réalisés par leurs soins

Elle sera adaptée à la situation rencontrée et conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, notamment la 5ème partie, « signalisation temporaire ») ; cette signalisation respectera les prescriptions et schémas des manuels de signalisation temporaire du chef de chantier et les guides d'exploitation sous chantier édités par le SETRA

Le présent arrêté ne dispense pas les intervenants d'accomplir les formalités relatives aux autres aspects de la réglementation, notamment la police de conservation du patrimoine routier métropolitain (obtention préalable d'une autorisation de voirie, Déclaration d'intention de Commencer les Travaux, etc ...)

Article 3 :

Les dispositions du présent arrêté, concernent les **chantiers dits «courants»** définis ci-après :

Un chantier réalisé sur ex-route départementale hors agglomération (de jour ou de nuit) est dit «courant» s'il répond aux critères suivants :

● **Il ne doit pas entraîner :**

- de déviation de circulation
- de gêne importante pour l'usager, notamment lors des périodes de circulation dites en « heures de pointes » (07H00-09H30 et 16H30-20H00)
- d'alternat d'une longueur supérieure à 500 mètres sur les Ex-routes départementales classées dans le réseau routier primaire

● **Le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation doit être inférieur aux valeurs suivantes, pendant toute la durée du chantier :**

- sur routes bidirectionnelles, < 1000 véhicules par heure sans réduction de la largeur de la voie laissée libre à la circulation,
- sur routes à chaussées séparées, < 1200 véhicules par heure par voie(s) laissée(s) libre(s) à la circulation, sans réduction de la largeur de cette (ces) voie(s)

● **Sur routes à chaussées séparées, un chantier dit « courant » doit également respecter les prescriptions suivantes :**

- la zone de restriction de capacité ne doit pas excéder 6 km ;
- le chantier ne doit pas entraîner de basculement partiel ;
- l'inter distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de 5 km si un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation ;

Un chantier est dit **«non courant»** si l'une ou plusieurs conditions caractéristiques des chantiers courants ne sont pas remplies.

A contrario, un arrêté particulier sera pris systématiquement pour les chantiers non courants.

Toutefois les phases préparatoires et terminales d'un chantier « non courant » peuvent être traitées comme un chantier « courant » dans la mesure où l'activité du chantier a des impacts sur la circulation qui restent dans le domaine des chantiers « courants ».

Article 4 :

Les mesures de police de circulation relatives aux chantiers « courants » sur Ex-routes départementales bidirectionnelles sont les suivantes :

- *interdictions de dépasser et de stationner* : elles pourront être imposées, par apposition de panneaux de type "83" et "86", sur toute la longueur de la zone de chantier ou présentant un danger temporaire, dès qu'il y aura réduction de la largeur circulaire ou difficulté particulière (accès de chantier, obstacles particuliers réduisant la capacité de dépassement, véhicule accidenté, visibilité ou sécurité dans les manoeuvres ...)
- *limitation de vitesse* : elle sera imposée aux usagers, en passant par paliers dégressifs intermédiaires de 20 km/h :
 - 70 et 50 km/h lorsque la vitesse est limitée à 90 km/h et que subsistent 2 voies de circulation assurant la circulation bidirectionnelle.
 - 50 km/h en présence d'alternat ou de conditions de circulation altérées par la nature même du chantier, voire 30 km/h lorsque les conditions de sécurité le nécessitent vraiment.

Ces limitations seront imposées aux usagers par panneaux de type "814" et levées par des panneaux de fin de prescription de type "831" ou "833" suivant les cas.

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de gamme normale, seront, pour chaque série de panneaux consécutifs et indissociables, espacés de 100 mètres environ.

- *Circulation alternée* : un alternat de circulation pourra être réalisé au droit des rétrécissements de chaussée, après une pré-signalisation par panneaux de type "KC1" portant la mention "circulation alternée ».

Dans ce cas, cet alternat sera commandé soit :

- **manuellement** par des personnels dotés de signaux de type "K10" qui synchroniseront les phases de circulation, soit visuellement, soit par liaison radio téléphonique dans les conditions d'emploi suivantes :
 - le trafic horaire dit « de pointe » ne doit pas dépasser 1000 véhicules par heure pour les deux sens cumulés
 - la longueur maximum de l'alternat est de 500 mètres pour les routes départementales de 1ère catégorie et de 1200 mètres pour les autres
- **automatiquement** par signaux bicolores d'alternat temporaire de type "KR 11" précédés d'une signalisation de danger du type "AK17 ".
- **par panneaux de type "815" et "C18"** sur les sections de routes départementales présentant les caractéristiques suivantes :
 - trafic horaire dit « de pointe » inférieur ou égal à 400 véhicules/heure pour les deux sens cumulés
 - visibilité sur une longueur totale d'au moins 300 mètres
 - absence d'interdiction de doubler au sol ou de flèches de rabattement.

de plus, la longueur maximale de l'alternat sera limitée, en fonction du trafic de pointe, à :

- 150 mètres si le trafic est inférieur à 150 véhicules/heure pour les deux sens cumulés
- 100 mètres si le trafic est compris entre 150 et 400 véhicules/heure pour les deux sens cumulés

Article 5

Les mesures de police de circulation relatives aux chantiers « courants » sur routes à chaussées séparées sont les suivantes :

5.1 - Cas des Chantiers fixes :

- *interdictions de dépasser et de stationner* : elles pourront être imposées, par apposition de panneaux de type "83" et "86", sur toute la longueur de la zone de chantier, dès qu'il y aura réduction du nombre de voies

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de grande gamme sur accotement ou Bandes d'Arrêt d'Urgence, seront espacés de 200 mètres environ et les « rappels » tous les deux kilomètres. Cette distance pourra être adaptée suivant les conditions de visibilité et les impossibilités physiques.

La signalisation sera, dans la mesure du possible (sauf impossibilité physique), répétée sur le Terre Plein Central avec des panneaux de classe 2 et de gamme normale.

- *limitation de vitesse* : elle sera imposée aux usagers, en passant par paliers dégressifs intermédiaires de 20 km/h :
 - 90 km/h lorsque la vitesse est limitée à 110 km/h et lorsqu'il ne reste qu'une voie de circulation.
 - 70 km/h en approche puis 50 km/h au droit du chantier.
 - 70 km/h au droit des échangeurs si la circulation ne s'effectue plus que sur une voie.

Ces limitations seront imposées aux usagers par panneaux de type "814" et levées par des panneaux de fin de prescription de type "831" ou "833" suivant les cas.

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de grande gamme, seront, pour chaque série de panneaux consécutifs et indissociables, espacés de 200 mètres environ.

La signalisation sera, dans la mesure du possible (sauf impossibilité physique), répétée sur le Terre Plein Central avec des panneaux de classe 2 et de gamme normale.

- *Échangeurs* : lors de restrictions à une voie ou de basculement sur l'axe principal, un « STOP » pourra remplacer le « CEDEZ LE PASSAGE » de la bretelle d'insertion si les conditions de visibilité ou d'insertion sont mauvaises ou dans certains cas particuliers (fort trafic poids lourds entrant ou circulant, conditions climatiques particulières, etc ...)

5.2.- Cas des chantiers mobiles signalés par Flèches Lumineuses de Rabattement (F.L.R) :

Afin d'assurer la neutralisation d'une voie d'une section à 2 x 2 voies, la signalisation du biseau pourra être réalisée à l'aide de deux remorques portant une « Flèche Lumineuse de Rabattement » (F.L.R).

Ces remorques seront utilisables de jour, comme de nuit pour la protection :

- des chantiers mobiles d'une longueur maximale de 4 km ;
- des chantiers fixes d'une durée inférieure à 24 heures et d'une longueur maximale de 4 km ;
- des incidents ou accidents représentant des dangers temporaires pour les usagers.

L'utilisation des F.L.R. sur Bande d'Arrêt d'Urgence (B.A.U.) et bretelles est interdite.

Article 6

Les mesures de police de circulations relatives aux chantiers courants sur les parcours cyclables sont les suivantes :

Aux abords de la zone en travaux les cyclistes devront ralentir ou mettre pied à terre, la signalisation temporaire suivante sera mise en place : panneaux de type "AK5" et "AK3 " complétés éventuellement par la mention "cycliste mettez pied à terre".

La circulation pourra également être interrompue ponctuellement selon les besoins du chantier au moyen de piquets de type "K10" ; les usagers se conformeront alors aux instructions des agents de travaux.

Article 7 :

Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, tout ou partie des signaux en place seront déposés systématiquement ou occultés si les motifs d'exploitation ayant conduit à les implanter ont disparu.

Article 8 :

Toutes ces dispositions prennent effet à compter de la date du présent arrêté. Elles s'appliquent :

- aux chantiers de fauchage (quelque soit la période).
- aux autres chantiers mobiles dont la durée est inférieure ou égale à 10 jours ouvrables.
- aux chantiers fixes dont la durée est inférieure ou égale à 5 jours ouvrables.

Article 9

Les mesures de police de circulations particulières relatives aux interventions d'urgence sont les suivantes :

9.1 - Sur ex-routes départementales bidirectionnelles :

En cas d'urgence absolue (événement obstruant les deux voies) et en liaison avec les forces de l'ordre, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la route concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers, ce pour une durée maximale de 48 heures.

La circulation est alors déviée en fonction des itinéraires existants à proximité et présentant des caractéristiques suffisantes.

Dans les autres cas et au delà de ce délai, un arrêté spécifique devra être pris.

9.2 Sur Routes à chaussées séparées :

La signalisation est réalisée à l'aide de véhicules portant une « Flèche Lumineuse d'Urgence » (F.L.U.) pour tous les événements ou interventions d'une durée inférieure à 2 heures.

- *Échangeurs* : lors d'un événement particulier sur une bretelle d'entrée ou de sortie d'échangeur, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la voie concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers.

Étant précisé que cette interruption ne devra pas excéder une demi-journée (12 heures).

- *Section courante* : en cas d'urgence absolue (événement obstruant les deux voies) et en liaison avec les forces de l'ordre, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la section courante concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers, ce pour une durée maximale de 12 heures. La circulation est alors déviée à compter de l'échangeur précédant l'événement

Dans les autres cas et au delà de ce délai, un arrêté de réglementation spécifique devra être pris.

Article 10 :

Sur l'ensemble des ex-routes départementales situées hors agglomération, le présent arrêté est applicable, par extension, pour :

- les interruptions de circulation, notamment pour
 - la mise en place d'un balisage,
 - l'inversion d'un balisage (voie lente vers voie rapide ou vice versa),
 - la mise en place d'un basculement,
 - l'intervention pour enlèvement d'objet,
 - l'abattage d'arbres présentant des risques de ruptures mécaniques,
 - le fauchage au droit des îlots,
 - des interventions diverses sur la chaussée,
 - le passage de transport exceptionnel.
 - le passage d'épreuves sportives.

Étant précisé que ces interruptions ne devront pas excéder 30 minutes.

- les engins destinés à effectuer des mesures et contrôles de chaussée ou les engins de balayage circulant à vitesse réduite, sous escorte éventuelle de véhicules des services de Toulouse Métropole (et des forces de l'ordre au besoin).
- les chantiers de marquage horizontal : la largeur de la voie contiguë à celle traitée (marquage ou pose de plots) pourra voir sa largeur roulable réduite ponctuellement au niveau de la machine d'application, de l'équipe de pose des plots ou de la zone de séchage.

Article 11 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie ainsi qu'aux extrémités du chantier et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Toulouse Métropole.

Article 12 :

- Le Directeur Général des Services de Toulouse Métropole,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Haute-Garonne,
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Garonne,
- Les Maires des communes membres de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Orens de Gameville, le 22/12/2016

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

**Avenues des Carabènes, de la
Marquille et du Coustou**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18,
R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à
Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 22/12/2016, relevés et audits de chambres Orange

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25578

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : FM PROJET
ADRESSE : 120 avenue du Maréchal Leclerc 33130 BEGLES
Responsable chantier : Louis BILLEBAULT
Tel : 06 17 50 39 02
Mail : louis.billebault@fmprojet.net

- Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir. La continuité piétonne en sécurité devra être assurée.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

2 janvier au 27 février 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande d'autorisation en date du 09/11/2016 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole, portant autorisation d'intervenir sur un lieu ouvert à la circulation publique sur l'ensemble de la commune.

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25577

ARTICLE 1

- Autorisation d'intervention de la direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sur un lieu ouvert à la circulation publique dans le but d'effectuer des travaux d'urgence sur l'ensemble de la voie publique de la commune pour les véhicules suivants :
 - Renault Twingo immatriculé 854 CCA 31
 - Renault Twingo immatriculé AB 340 MV
 - Renault Twingo immatriculé BR 558 MH
 - Renault Twingo immatriculé BR 099 MH
 - Renault Twingo immatriculé BR 126 MH
 - Renault Twingo immatriculé BM 035 HK
 - Renault Twingo immatriculé BR 272 MH
 - Renault Twingo immatriculé BR 417 MH
 - Renault Twingo immatriculé BR 603 MH
 - Renault Twingo immatriculé BM 954 HK
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise de l'intervention sauf pour les véhicules énumérés précédemment.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
01 janvier au 31 décembre 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 23/12/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 21/12/2016, stationnement camion

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25576**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE
NOM : Alliance BTP / Solinjection
ADRESSE : 32 rue de la Boétie
75008 PARIS
Responsable chantier : Monsieur BEAUGE
Tel : 01 53 75 14 14
Mail : secretariat@alliancebtp.com

- Autorisation de stationnement d'un camion de 19 tonnes devant le 11 rue des Airelles sous condition de remise de la voirie à son état initial à la fin du chantier et de maintenir une circulation fluide sur la voirie durant le chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
16 au 27 janvier 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/01/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08855
Vu la demande du pétitionnaire en date du 15/12/2016, sondages

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25575

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : DGDEP/ITE/Domaine des Infrastructures ADRESSE : 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Marie-Laure VRINAT GRIMAL Tel : 05 81 91 74 14 Mail : marie-laure.grimal@toulouse-metropole.fr	NOM : DOMOBAT EXPERTISES ADRESSE : 14 rue Charles Chabert 26200 MONTELIMAR Responsable chantier : Alexia FROMENT Tel : 09 82 60 82 14 Mail : a.froment@domobat-expertises.fr

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
2 au 7 janvier 2017**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL PORTANT
DELIVRANCE D'UN PERMIS DE
DETENTION
D'UN CHIEN DE 2EME CATEGORIE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants,

Vu le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.211-1 et suivants, R.211-3-1 à R.211-7 et D.211-3-1 et suivants,

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

Vu l'arrêté interministériel du 27 avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2011, dressant pour le département de la Haute-Garonne, la liste des vétérinaires habilités à pratiquer l'évaluation comportementale prévue au II de l'article L.211-163-1 du Code rural et de la pêche maritime,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 13 juin 2013, portant agrément des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins, ainsi que sur la prévention des accidents,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°23938 accordée à Monsieur JOP, adjoint au maire,

Vu la demande de permis de détention formulée par : Madame JANINAZZI Aurélie, domicilié : 14 avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Considérant, que le chien : JAYCE, né le : 22/02/2014 de race Staffordshire Terrier American, appartenant à la : 2ème catégorie, numéro de puce 250268600026826.

Considérant que Madame JANINAZZI Aurélie a fourni avec sa demande les pièces justifiant :

A) De l'identification du chien dans les conditions prévues à l'article L.212-10 du Code rural et de la pêche maritime.

B) De la vaccination antirabique du chien valable 1 an à compter du 06 juin 2016 ; le support de cette vaccination antirabique est le passeport communautaire pour animal de compagnie.

C) D'une assurance valable jusqu'au 11 janvier 2017, garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur du chien pour les dommages causés aux tiers par l'animal.

D) De l'obtention, par le propriétaire ou le détenteur de l'animal, de l'attestation d'aptitude mentionnée au I de l'article L.211-13-1 du Code rural et de la pêche maritime.

E) De l'évaluation comportementale du chien prévue au II de l'article L.211-13-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Considérant que le propriétaire ou le détenteur du chien n'est pas une personne mentionnée à l'article L.211-13 du code rural et de la pêche maritime.

ARRETE S/N° 25574

ARTICLE 1

Le permis de détention prévu à l'article L.211-14 du Code rural et de la pêche maritime est délivré à : Nom : JANINAZZI Prénom : Aurélie Née le : 06/11/1984 à LEPARRE-MEDOC (33).

Qualité : Propriétaire de l'animal ci-après désigné.

Adresse ou domiciliation : 14 avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Assurée au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurance Crédit Agricole Assurance.
Numéro de contrat : 6029329908, valide jusqu'au 11 janvier 2017.
Dé détenteur de l'attestation d'aptitude délivrée le : 07/11/2016. Par Evelyne GALIANA qui figure sur une liste publiée par arrêté préfectoral.
Pour le chien ci-après identifié : Nom: JAYCE
Race ou type : Staffordshire Terrier American
Catégorie : 2ème.
Date de naissance : 22/02/2014
Sexe : Mâle
Numéro de puce : 250268600026826, effectué le : 22/04/2014
Vaccination antirabique effectuée le 06/06/2016, par le vétérinaire STAGE Béatrice, 31240 SAINT-JEAN.
Evaluation comportementale effectuée le 27/03/2015 par le Docteur vétérinaire DIAZ Christian, 7 rue Saint Jean 31130 BALMA, qui figure sur une liste publiée par arrêté préfectoral et qui classe le chien en niveau : 1/4.

ARTICLE 2

La validité du présent permis est subordonnée au respect par son titulaire mentionné à l'article 1er de la validité permanente, de l'assurance garantissant la responsabilité civile de ce dernier pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers, du suivi des évaluations comportementales lorsque de besoin, et de la vaccination antirabique du chien.

ARTICLE 3

En cas de changement de commune de résidence du titulaire du présent permis, le permis de détention devra être présenté à la mairie du nouveau domicile.

ARTICLE 4

Le numéro et la date de délivrance du présent permis de détention sont mentionnées dans le passeport européen pour animal de compagnie prévu par le règlement du Parlement européen et du Conseil n°998/2003 du 26 mai 2003 délivré pour le chien mentionné à l'article 1^{er}.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie.

ARTICLE 7

Une ampliation du présent arrêté est notifiée au titulaire du permis de détention mentionné à l'article 1^{er}.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

**Serge JOP
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16 décembre 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08948
Vu la demande du pétitionnaire en date du 15/12/2016, installation de coffret de fibre optique

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25573**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : SFR ADRESSE : 12 rue Jean Philippe Rameau CS 80001 93634 La Plaine Saint Denis Cedex Responsable chantier : Jérôme THERON Tel : 06 11 72 67 85 Mail : jerome.theron@sfr.com	NOM : TEIXEIRA ADRESSE : 397 route de la Fontaine 40300 LABATUT Responsable chantier : Michael FRISCH Tel : Mail : travaux.teixeirabtp@gmail.com

- Autorisation d'occupation du trottoir et de restriction de largeur de voie si nécessaire.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

2 au 20 janvier 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08856
Vu la demande du pétitionnaire en date du 9/12/2016, sondages

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25572**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : DGDEP/ITE/ Domaine des Infrastructures ADRESSE : 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Marie-Laure VRINAT GRIMAL Tel : 05 81 91 74 14 Mail : marie-laure.grimal@toulouse-metropole.fr	NOM : DOMOBAT EXPERTISES ADRESSE : 14 rue Charles Chabert 26200 MONTELMAR Responsable chantier : Alexia FROMENT Tel : 09 82 60 82 14 Mail : a.froment@domobat-expertises.fr

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
24 décembre 2016 au 7 janvier 2017**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08856
Vu la demande du pétitionnaire en date du 9/12/2016, sondages

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25571**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : DGDEP/ITE/ Domaine Des Infrastructures ADRESSE : 1, Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Marie-Laure VRINAT GRIMAL Tel : 05 81 91 74 14 Mail : marie-laure.grimal@toulouse-metropole.fr	NOM : DOMOBAT EXPERTISES ADRESSE : 14 rue Charles Chabert 26200 MONTELMAR Responsable chantier : Alexia FROMENT Tel : 09 82 60 82 14 Mail : a.froment@domobat-expertises.fr

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
24 décembre 2016 au 7 janvier 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE CIRCULATION Avenue du Coustou

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08789
Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/12/2016, travaux de voirie

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25570

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pôle territorial Est ADRESSE : 1, rue du Luan 31130 BALMA Responsable chantier : Jean-Paul FAURE Tel : 05 67 73 89 10 Mail : jean-paul.faure@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : Chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : Nicolas MARTINEZ Tel : 05 62 87 32 65 Mail : N.Martinez@lherm-tp.fr

- Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
9 au 27 janvier 2017**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08674
Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/12/2016, assainissement

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25569

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Cycle de l'eau ADRESSE : 1 Place la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Pauline DUBOS Tel : 05 81 91 73 81 Mail : pauline.dubos@toulouse-metropole.fr	NOM : SCAM ADRESSE : 16 RN 88 31380 GARIDECH Responsable chantier : Abderrahmane AGGOUNE Tel : 06 10 98 21 97 Mail : a.aggoune@scam-tp.com

- Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
4 au 27 janvier 2017**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
 Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
 Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
 Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08739
 Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/12/2016, travaux de voirie

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25568

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pôle territorial Est ADRESSE : 1, rue du Luan 31130 BALMA Responsable chantier : Eric LALANNE Tel : 05 67 73 89 00 Mail : eric.lalanne@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : Chemin Dubac 31270 CUGNAUX Responsable chantier : BANDIERA Tel : 05 62 87 32 65 Mail : g.bandiera@lherm-tp.fr

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
23 au 27 janvier 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
 L'adjoint aux travaux et à la voirie


 Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T16SOG08702
Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/12/2016, travaux de réseaux Télécom

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25567

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Orange ADRESSE : 100 Chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE Responsable chantier : Jean Marc DUFFAU Tel : 06 87 81 15 10 Mail : jmarc.duffau@orange.com	NOM : SCOPELEC LABEGE ADRESSE : Rue Claude Chappe 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE Responsable chantier : Laurent BARBE Tel : 06 08 51 99 77 Mail : LBARBE@groupe-scopelec.fr

- Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir et de la contre allée.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
19 au 20 décembre 2016**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**Demande déposée le 30/10/2015 complétée les 19/02/2016 et
07/03/2016****N° PC 031 506 15 00042**

Par :	SNC SAINT ORENS LE BOUSQUET
Demeurant à :	150 ALLEE DE BARCELONE 31100 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur DAO Pierre-Emmanuel
Pour :	Réaliser un ensemble de 57 logements privés et 29 logements intermédiaires locatifs sociaux et des halles de stationnement.
Sur un terrain sis :	LE BOUSQUET BN 112, BN 192, BN 193

Surface de plancher**créée : 7493 m²****Nb de logements : 86****Nb de bâtiments : 96****Destination : Habitation****Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE****Vu la demande de permis de construire valant division susvisée,****Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date
du 02/06/2015,****Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,****Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville
approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août
2016,****Vu le sursis à statuer sur permis de construire opposé le 17/05/2016,****Vu la délibération n° DEL -16-0184 du Conseil de la Métropole en date du 06/10/2016 approuvant
une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Société SNC Saint Orens le Bousquet,****Vu la convention de Projet Urbain Partenarial entre Toulouse Métropole et la Société SNC Saint-
Orens Le Bousquet en date du 07/12/2016,****Vu les compléments de dossier déposés les 19/02/2016 et 07/03/2016,****Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 04/12/2015 de Toulouse Métropole -
Direction Déchets et Moyens Techniques Domaine Exploitation, reçu le 11/12/2015,****Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 08/12/2015 du Service Développement
Urbain et Foncier du Pôle Territorial Est de Toulouse Métropole, reçu le 11/12/2015,****Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 18/12/2015 du service E.R.D.F et émis sur la
base d'un projet d'une puissance de raccordement de 540 kVA, triphasé, reçu le 22/12/2015,**

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 23/12/2015 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, reçu le 24/12/2015,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 13/04/2016 du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne, reçu le 18/04/2016,

CONSIDÉRANT que le sursis à statuer opposé le 17/05/2016 avait été motivé par l'absence d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour la réalisation de travaux de desserte du secteur et qui aurait eu pour effet de compromettre et rendre plus onéreux l'exécution du futur PLUi-H de Toulouse Métropole,

CONSIDÉRANT le dépôt de la convention de Projet Urbain Partenarial entre Toulouse Métropole et la Société SNC Saint-Orens Le Bousquet en date du 07/12/2016, déposé le 07/12/2016,

CONSIDÉRANT que les motifs de sursis à statuer ont été levés avec la signature de la convention PUP en date du 07/12/2016,

ARRETE S/N° 25 566

ARTICLE 1

Le permis de construire valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 04/12/2015, par le Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 08/12/2015, par E.R.D.F. en date du 18/12/2015, par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 23/12/2015, par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 13/04/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

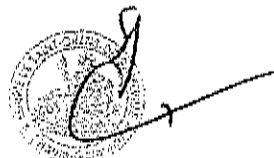
A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **29 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **30 DEC. 2017**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

.../...

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'état, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 13/07/2016 complétée les 28/09/2016, 02/11/2016 et modifiée le 04/11/2016		N° PC 031 506 16 00026
Par :	SNC VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL	Surface de plancher créée : 7521 m ² démolie : 510 m ²
Demeurant à :	18 RUE LAFAYETTE 31000 TOULOUSE	
Représenté par :	Monsieur DUBERNAT Jean-Marc	Nb de logements : 107
Pour :	Démolir une maison individuelle et des annexes, réaliser une opération de 107 logements comprenant 65 logements répartis en 3 bâtiments collectifs et 42 maisons individuelles	Nb de bâtiments : 45
Sur un terrain sis :	LE BOUSQUET BN 174, BN 175, BN 176, BN 178, BN 179, BN 254, BN 265	Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu la délibération n° DEL -16-0183 du Conseil de la Métropole en date du 06/10/2016 instaurant un périmètre et une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Société VINCI Immobilier Promotion,

Vu la convention de Projet Urbain Partenarial entre Toulouse Métropole et la Société VINCI Immobilier Promotion en date du 02/11/2016,

Vu les compléments de dossier déposés les 28/09/2016, 02/11/2016 et modifié le 04/11/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 26/07/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, reçu le 18/08/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 02/08/2016 du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne, reçu le 05/08/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 03/08/2016 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, reçu le 05/08/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 08/08/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, reçu le 10/08/2016,

.../...

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 17/08/2016 du service E.R.D.F. et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 320 kVA triphasé, reçu le 25/08/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 30/09/2016 des Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole, reçu le 30/09/2016,

ARRETE S/N° 25 565

ARTICLE 1

Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par le Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 26/07/2016, par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 02/08/2016, par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 03/08/2016, par la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 08/08/2016, par E.R.D.F. en date du 17/08/2016, par les Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole en date du 30/09/2016, , dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **29 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **5 DEC. 2017**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire.

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse ou terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 13/07/2016 complétée les 28/09/2016, 02/11/2016 et modifiée le 04/11/2016		N° PC 041 506 15 00025
Par :	SNC VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL	
Demeurant à :	18 RUE LAFAYETTE 31000 TOULOUSE	
Représenté par :	Monsieur DUBERNAT Jean-Marc	
Pour :	Réaliser une opération de 73 logements répartis en 2 bâtiments collectifs	
Sur un terrain sis :	DOMAINE DU BOUSQUET BN 281	
	Surface de plancher créée :	3945 m²
	Nb de logements :	73
	Nb de bâtiments :	2
	Destination : Habitation	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,
Vu la délibération n° DEL -16-0183 du Conseil de la Métropole en date du 06/10/2016 instaurant un périmètre et une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Société VINCI Immobilier Promotion,
Vu la convention de Projet Urbain Partenarial entre Toulouse Métropole et la Société VINCI Immobilier Promotion en date du 02/11/2016,
Vu les compléments de dossier déposés les 28/09/2016, 02/11/2016 et modifié le 04/11/2016,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 26/07/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, reçu le 18/08/2016,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 02/08/2016 du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne, reçu le 05/08/2016,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 03/08/2016 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, reçu le 05/08/2016,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 08/08/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, reçu le 10/08/2016,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 17/08/2016 du service E.R.D.F. et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 250 kVA triphasé, reçu le 25/08/2016,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 30/09/2016 des Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole, reçu le 30/09/2016,

ARRETE S/N° 25 564
ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par le Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 26/07/2016, par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 02/08/2016, par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 03/08/2016, par la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 08/08/2016, par E.R.D.F. en date du 17/08/2016, par les Services Urbains, Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole en date du 30/09/2016, , dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **29 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **5 DEC. 2017**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

.../...

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 05/10/2016		N° PA 031 506 16 00001 M01
Par :	Monsieur LEON Régis	Surface de plancher créée : 0 m ²
Demeurant à :	1 RUE DU MUSCAT 11590 CUXAC D'AUDE	Nb de logements : 0
Représenté par :		Nb de bâtiments : 0
Pour :	Modifier la surface de plancher attribuée en totalité et la superficie du lot 2	Destination : Habitation
Sur un terrain sis :	38 RUE DE FONDARGENT AT 34	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis d'aménager modificatif susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 442-12 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu le permis d'aménager n° PA 31 506 16 00001 délivré le 29/07/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 07/11/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, reçu le 08/11/2016,

ARRETE S/N° 25 563

ARTICLE 1

Le permis de d'aménager modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions non contraires émises au permis d'aménager initial sont maintenues.

Les prescriptions émises par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 07/11/2016, dont l'avis est annexé au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

La surface de plancher autorisée pour l'ensemble de l'opération est fixée à 310 m².

La répartition par lot de la surface de plancher autorisée sera déterminée au moment de la conclusion de l'acte de vente, par le lotisseur qui devra remettre à chaque acquéreur une attestation mentionnant la dite surface attribuée.

ARTICLE 4

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **22 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **27 DEC. 2016**

En publication, affichage ou notification le : **29 DEC. 2016**

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

.../...

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
 - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
 - soit déposée contre décharge à la mairie.
- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



ARRETÉ MUNICIPAL INTERDISANT LA MENDICITE SUR LA COMMUNE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R.610-5 ;

Considérant la présence habituelle dans certaines rues de la Ville d'individus dont le comportement trouble le bon ordre des lieux, et crée une situation de crainte au sein de la population,

Considérant qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés, piétons, ou autres usagers, et de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de la sûreté ainsi qu'à la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales,

Considérant que ce trouble et cette gêne de passage sont constatés sur la commune,

ARRETE S/N° 25562

ARTICLE 1

La mendicité caractérisée par une occupation abusive du domaine public ou des voies privées ouvertes à la circulation publique, accompagnée ou non de sollicitation de quête aux passants est interdite, lorsqu'elle est de nature à entraver la libre circulation des personnes ou de porter atteinte au bon ordre ou à la tranquillité publique dans les conditions définies par l'article 3 et du présent arrêté.

ARTICLE 2

L'interdiction mentionnée à l'article 1 concerne les abords des voies, places, parcs, et lieux publics de la ville de Saint-Orens de Gameville désignés ci-après :

- Les groupes scolaires (primaires, collèges, lycée) ;
- Les lieux culturels ;
- Les lieux sportifs et culturels ;
- Les centres commerciaux et commerces de la commune ;
- Les bâtiments communaux.
- Lors de manifestations et réjouissances organisées par la commune.

ARTICLE 3

Les personnes sans ressources et sans domicile fixe seront orientées vers les structures d'accueil ou les organismes sociaux, prévus à cet effet.

ARTICLE 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.


ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

ARTICLE 7

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Groupement de la Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique LAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 décembre 2016.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 15 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 27/09/2016 complétée le 05/11/2016	
Par :	SCI MARIE
Demeurant à :	59 ROUTE DE LABEGE 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur ROQUESALANE Jérôme
Pour :	Aménager une concession moto dans un bâtiment existant et réaliser une mezzanine
Sur un terrain sis :	9 AVENUE DE LA MARQUEILLE BY 56

N° PC 031 506 16 00042	
Surface de plancher créée :	115 m²
Nb de logements :	0
Nb de bâtiments :	0
Destination : Commerce	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu la surface de plancher existante conservée de 595 m²,

Vu le complément de dossier déposé le 05/11/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 17/10/2016 du service E.R.D.F. et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 36 kVA triphasé, reçu le 20/10/2016,

Vu l'avis favorable en date du 17/10/2016 du Conseil Départemental de la Haute-Garonne – Secteur routier, reçu le 21/10/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 26/10/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, reçu le 28/10/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 27/10/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, reçu le 31/10/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 02/11/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, reçu le 05/11/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 10/11/2016, reçu le 16/11/2016,

Vu l'avis favorable tacite de la Sous-commission Départementale de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 13/12/2016,

Vu l'autorisation de travaux n° AT 31 506 1600027 délivrée le 20/12/2016,

ARRETE S/N° 25 561

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

.../...

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par E.R.D.F. en date du 17/10/2016, par la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 26/10/2016, par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 27/10/2016, par le Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 02/11/2016, par la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 10/11/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de pose d'enseignes sur le bâtiment et son unité foncière. Ces travaux devront faire l'objet d'une demande particulière d'autorisation préalable à leur installation.

ARTICLE 3

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 4

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

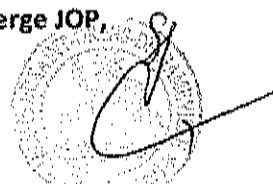
A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **22 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **27 DEC. 2016**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DURÉE DE VALIDITÉ :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
 - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
 - soit déposée contre décharge à la mairie.
- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 19/09/2016 complétée le 18/11/2016		N° PC 031 506 16 00040	
Par :	Monsieur PECH Jean-Claude	Surface de plancher	
Demeurant à :	4 RUE DE LA MAYMIE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	créée :	39 m ²
Représenté par :		Nb de logements :	0
Pour :	Réaliser l'extension d'une maison individuelle	Nb de bâtiments :	0
Sur un terrain sis :	4 BIS RUE DE LA MAYMIE AY 54	Destination :	Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu la surface de plancher existante conservée de 136 m²,

Vu le complément de dossier déposé le 18/11/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 13/10/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, reçu le 17/10/2016,

ARRETE S/N° 25 560

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les prescriptions émises par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 13/10/2016, dont l'avis est annexé au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

.../...

ARTICLE 3

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 4

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

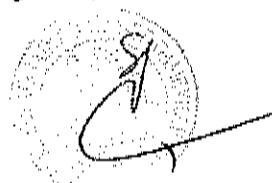
A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **22 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **27 DEC. 2016**

En publication, affichage ou notification le : **29 DEC. 2016**

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

.../...

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ:** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS:** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES:** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS:** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

$\mathcal{F}_1 = \{f_1, f_2, f_3, f_4, f_5, f_6, f_7, f_8, f_9, f_{10}, f_{11}, f_{12}, f_{13}, f_{14}, f_{15}, f_{16}, f_{17}, f_{18}, f_{19}, f_{20}, f_{21}, f_{22}, f_{23}, f_{24}, f_{25}, f_{26}, f_{27}, f_{28}, f_{29}, f_{30}, f_{31}, f_{32}, f_{33}, f_{34}, f_{35}, f_{36}, f_{37}, f_{38}, f_{39}, f_{40}, f_{41}, f_{42}, f_{43}, f_{44}, f_{45}, f_{46}, f_{47}, f_{48}, f_{49}, f_{50}, f_{51}, f_{52}, f_{53}, f_{54}, f_{55}, f_{56}, f_{57}, f_{58}, f_{59}, f_{60}, f_{61}, f_{62}, f_{63}, f_{64}, f_{65}, f_{66}, f_{67}, f_{68}, f_{69}, f_{70}, f_{71}, f_{72}, f_{73}, f_{74}, f_{75}, f_{76}, f_{77}, f_{78}, f_{79}, f_{80}, f_{81}, f_{82}, f_{83}, f_{84}, f_{85}, f_{86}, f_{87}, f_{88}, f_{89}, f_{90}, f_{91}, f_{92}, f_{93}, f_{94}, f_{95}, f_{96}, f_{97}, f_{98}, f_{99}, f_{100}\}$

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 09/12/2016, stationnement camion

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25559

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : Capitole Déménagement
ADRESSE : 20 rue Planterous
31700 Beauzelle
Responsable chantier :
Tel : 05 61 47 65 67
Mail :

- Autorisation de stationnement d'un camion de déménagement sur les places de stationnement devant le N°2 rue Rosa Parks.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
27 décembre 2016**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

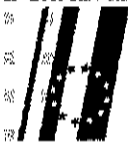
Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

Vu la demande présentée par **Monsieur Francis BLANCHE**, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du caveau familial situé dans le cimetière NINARET NCII de Saint-Orens de Gameville, emplacement 11/31, concession n° 92, le corps de :

- **Madame MARQUIER veuve BLANCHE Marie-Antoinette**, sa mère, décédée le 01 juillet 1977,

Considérant que Monsieur Francis BLANCHE est le plus proche parent et que les **Pompes Funèbres Toulousaines ROC-ECLERC** ont été désignées en qualité de mandataire pour le représenter le jour et l'heure de l'exhumation,

ARRETE N° 25558

Article 1 : Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation de ce corps en vue :

- de sa réduction,
- et de sa réinhumation dans la même concession.

Article 2 : Ces opérations auront lieu le **mardi 20 décembre 2016 à 7 h 45**, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération sont les Pompes Funèbres Toulousaines ROC-ECLERC.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 14 décembre 2016.

Madame le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 16/12/2016
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Christelle POIRIER
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 24 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 27 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25557

ARTICLE 1 **Madame Christelle POIRIER**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 24 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 27 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 décembre 2016.

Pour Madame le Maire Empêchée,
Adjoint au Maire
Par suppléance

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/2016
Et publication, affichage ou notification le



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Thierry ARCARI
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 17 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 20 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25556

ARTICLE 1 **Monsieur Thierry ARCARI**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 17 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 20 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 décembre 2016.

Pour Madame le Maire empêchée,
Adjoint au Maire
Par suppléance

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23 / 12 / 2016
Et publication, affichage ou notification le



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Caroline FALGAS épouse COLOMINA
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 10 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 13 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25555

ARTICLE 1 **Madame Caroline FALGAS épouse COLOMINA**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 10 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 13 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 décembre 2016.

Serge JOP
Pour Madame la Maire empêchée,
Par suppléance



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/2016
Et publication, affichage ou notification le

Urbanisme et Aménagement-urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 03 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 06 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25554

ARTICLE 1 Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 03 février 2017
à 16 heures 30 minutes au 06 février 2017 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 décembre 2016.

Pour ~~Monsieur le Maire~~ **Serge JOP** Maire empêchée,
Adjoint au Maire par suppléance



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/2016
Et publication, affichage ou notification le

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur André PUIS
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 27 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 30 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25553

ARTICLE 1 **Monsieur André PUIS**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 27 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 30 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L' intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 décembre 2016.

Pour Madame le Maire empêchée,
Adjoint au Maire
Par suppléance



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/2016
Et publication, affichage ou notification le

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Jean-Claude PIONNIÉ
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 20 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 23 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25552

ARTICLE 1 Monsieur Jean-Claude PIONNIÉ

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 20 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 23 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 20 décembre 2016.

Serge JOP
Adjoint au Maire
Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/2016
Et publication, affichage ou notification le

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haut-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Jean FARENC
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 13 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 16 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25551

ARTICLE 1 Monsieur Jean FARENC

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 13 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 16 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 20 décembre 2016.

Serge JOP
Pour Madame le Maire empêchée,
Adjoint au Maire suppléance

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/2016
Et publication, affichage ou notification le



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Georgette BEAUTE épouse PERAL
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 06 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 09 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

ARRETONS SOUS N° 25550

ARTICLE 1 Madame Georgette BEAUTE épouse PERAL

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 06 janvier 2017
à 16 heures 30 minutes au 09 janvier 2017 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L' intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 20 décembre 2016.

Pour Madame le Maire empêchée,
Serge JOR par suppléance
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 23/12/16
Et publication, affichage ou notification le

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Monsieur Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Sécurité, Communication, Protocole

Défense et Anciens combattants

**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE D'EXPLOITATION
DE LA MAISON DE LA CULTURE «ALTIGONÉ»
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DE TYPE PRINCIPAL L, N, R, S – 1^{ère} Catégorie**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2,
VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),

VU l'arrêté préfectoral 11 octobre 2010 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.), à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales,

VU le procès-verbal de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité de Toulouse contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur émis le 29/11/2016,

CONSIDERANT l'avis favorable avec prescriptions de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité de Toulouse contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur émis par procès-verbal du 29/11/2016, suite à la visite périodique effectuée le 22/11/2016,

CONSIDERANT l'avis favorable de réception du SSI par la Sous-Commission Départementale pour la sécurité de Toulouse contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur émis par procès-verbal du 29/11/2016, suite à la visite périodique effectuée le 22/11/2016,

ARRETE N° 25-549

ARTICLE 1 : L'établissement dénommé «ALTIGONÉ», sis Avenue Jean Bellières à Saint-Orens de Gameville, classé en type principale L, N, R, S de la 1^{ère} catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation.

ARTICLE 2 : La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la commission de sécurité dans son procès verbal du 29/11/2016.

ARTICLE 3 : La réalisation des prescriptions devra faire l'objet d'une information auprès du Maire.

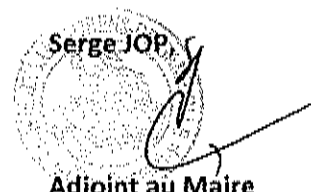
ARTICLE 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 5 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 14 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'ORGANISATION D'UNE LOTERIE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 322-1 à L. 322-6, L. 324-6 à L.324-10 et D. 322-1 à D. 322-3.

Vu l'arrêté du 19 juin 1987 relatif aux loteries autorisées en application de l'art. 5 de la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition de loteries.

Vu la demande formulée par ARTGOS, sise à Altigone – Place Jean Bellières – 31650 Saint-Orens de Gameville en vue d'organiser une loterie le 13 janvier 2017 à Saint-Orens de Gameville d'un montant de 2000 € composé de 1000 billets à 2 € dont le produit sera affecté à la promotion d'actions encourageant la pratique artistique.

ARRETE S/N° 25548 / 2016

ARTICLE 1

L'association ARTGOS, sise à Altigone – Place Jean Bellières – 31650 Saint-Orens de Gameville représentée par Madame Maryse Sudre est autorisée à organiser une loterie au capital de 2000 €, composé de 1000 billets à 2 € l'un, dont le produit sera entièrement affecté à la promotion d'actions encourageant la pratique artistique.

ARTICLE 2

Le produit de la loterie est intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté, sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots dont le montant global ne doit pas dépasser 15% du capital d'émission.

ARTICLE 3

Le bénéfice de cette autorisation ne peut pas être cédé à des tiers.

ARTICLE 4

Les lots sont composés d'objets mobiliers, à l'exclusion d'espèces, de valeurs, titres ou bons remboursables en espèces.

ARTICLE 5

Le placement des billets est effectué sans publicité et leur prix ne peut pas être majoré pour quelque raison que ce soit. Les billets ne peuvent pas être remis comme prime à la vente d'autres marchandises.

ARTICLE 6

Le tirage a lieu en une seule fois le 13 janvier 2017 à Saint-Orens de Gameville. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage est immédiatement annulé et il est procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet.

ARTICLE 7

L'inobservation de l'une des conditions ci-dessus énoncées entraîne, de plein droit, le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions correctionnelles prévues par les dispositions pénales applicables pour le cas où les fonds n'auraient pas reçu la destination prévue au présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, notifié au bénéficiaire, affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune.

Madame le Maire
Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12 décembre 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 15/12/2016

En publication, affichage ou notification le : 15/12/2016

Demande déposée le 28/10/2016 complétée le 30/11/2016**N° PC 031 506 16 00043**

Par :	Monsieur BERNOU Philippe
Demeurant à :	51 RUE DU PANORAMIQUE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Réaliser la surélévation d'une maison individuelle
Sur un terrain sis :	51 RUE DU PANORAMIQUE BE 111

Surface de plancher
créée : 49,90 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu la surface de plancher existante conservée de 85,21 m²,

Vu le complément de dossier déposé le 30/11/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 16/11/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, reçu le 17/11/2016,

ARRETE S/N° 25 547**ARTICLE 1**

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les prescriptions émises par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 16/11/2016, dont l'avis est annexé au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 4

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet

- Aux intéressés.

Serge IOP,



**Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **20 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **22 DEC. 2016**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

.../...

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit de tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



ARRETÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DELIVRE PAR LE MAIRE

Demande déposée le 29/07/2016		N° PC 031 506 15 00051 M01	
Par :	COMMUNE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE		
Demeurant à :	46 AVENUE DE GAMEVILLE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE		
Représenté par :	Madame FAURE Dominique		
Pour :	Modifier l'aménagement intérieur d'une salle polyvalente		
Sur un terrain sis :	2 RUE PABLO NERUDA BI 14, BI 15		
		Surface de plancher créée :	0 m ²
		Nb de logements :	0
		Nb de bâtiments :	0
		Destination : Equipement d'intérêt collectif et service public	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2015 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1500051 délivré le 06/06/2016,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 08/09/2016, reçu le 16/09/2016,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 18/10/2016, reçu le 21/10/2016,

Vu l'autorisation de travaux n° AT 31 506 1600021 délivrée le 28/11/2016,

ARRETE S/N° 25 546

ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

.../...

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 08/09/2016, dont l'avis est annexé au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 22 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet explicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

ARRETÉ DE TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DÉLIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 22/11/2016	
Par :	SARL CSP PROMOTION
Demeurant à :	51 BIS CHEMIN DES CARMES 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur SIRBA Pierre
Pour :	Démolir un atelier et édifier cinq maisons individuelles
Sur un terrain sis :	14 AVENUE DE GAMEVILLE BM 221

N° PC 031 506 16 00011 T01

Surface de plancher
créée : 399 m²

Nb de logements : 5

Nb de bâtiments : 3

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 160001 délivré le 04/06/2016 au bénéfice de la SARL RHCP 31 représentée par Messieurs BOU Jean-François et MONBRUN Cyril,

Vu la demande en date du 22/11/2016 présentée par la SARL CSP PROMOTION représentée par Monsieur SIRBA Pierre, sollicitant le transfert du permis de construire susvisé à son profit,

Vu l'accord au transfert donné en date du 18/11/2016 par la SARL RHCP 31 représentée par Messieurs BOU Jean-François et MONBRUN Cyril,

ARRETE S/N° 25 545

ARTICLE 1

Le permis de construire n° PC 031 506 16000011 accordé à la SARL RHCP 31 représentée par Messieurs BOU Jean-François et MONBRUN Cyril, est TRANSFERÉ à la SARL CSP PROMOTION représentée par Monsieur SIRBA Pierre.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **20 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **22 DEC. 2016**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



ARRETÉ DE TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DELIVRE PAR LE MAIRE

AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 25/10/2016		N° PC 031 506 16 00002 T01	
Par :	SCCV Ô CENTRE	Surface de plancher créée :	2056 m ²
Demeurant à :	30 BOULEVARD CARNOT 31000 TOULOUSE	Nb de logements :	24
Représenté par :	Monsieur PELISSIER Michel	Nb de bâtiments :	1
Pour :	Démolir une pharmacie et édifier un bâtiment collectif de logements, des cabinets médicaux, un cabinet dentaire et une pharmacie	Destination :	Habitation, activité de service et commerce
Sur un terrain sis :	56 AVENUE DE GAMEVILLE BE 6, BE 7		

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1600002 délivré le 15/06/2016 au bénéfice de la SA PIERRE PASSION représentée par Monsieur PELISSIER Michel,

Vu l'arrêté rectificatif n° 25 379 du permis de construire n° PC 031 506 1600002 délivré le 18/10/2016 au bénéfice de la SA PIERRE PASSION représentée par Monsieur PELISSIER Michel,

Vu la demande en date du 25/10/2016 présentée par la SCCV Ô CENTRE représentée par Monsieur PELISSIER Michel, sollicitant le transfert du permis de construire susvisé à son profit,

Vu l'accord au transfert donné en date du 19/10/2016 par la SA PIERRE PASSION représentée par Monsieur PELISSIER Michel,

ARRETE S/N° 25 544

ARTICLE 1

Le permis de construire n° PC 031 506 16000002 accordé à la SA PIERRE PASSION représentée par Monsieur PELISSIER Michel, est TRANSFERE à la SCCV Ô CENTRE représentée par Monsieur PELISSIER Michel.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,
Adjoint au Maire



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Denis de Gameville le : **20 DEC. 2016**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **22 DEC. 2016**

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

.../...

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE
CIRCULATION
13 rue de la Pradelle**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 05/12/2016, travaux eau potable

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N°25543

ARTICLE 1

demandeur
NOM : SAUR BAYOL CAUSSADE – Unité Travaux Midi-Pyrénées
ADRESSE : 88 rue du TREILHOU 82300 Caussade
Responsable chantier : Josette FRESNES
Tel : 05 63 20 85 87
Mail : josette.fresnes@saur.com

• Autorisation de travaux en alternat et d'occupation du trottoir

• Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

• La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

• L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

6 au 9 décembre 2016

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/12/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 27/09/2016	
Par :	SCI MARIE
Demeurant à :	59 ROUTE DE LABEGE 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur ROQUESALANE JEROME
Pour :	Aménager un établissement pour une concession de moto à l'enseigne «TRIUMPH»
Sur un terrain sis :	9 AVENUE DE LA MARQUEILLE BY 56

N° AT.031 506 16 00027Catégorie : 5^{ème}

Type : M, T

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;**Vu** le code de la construction et de l'habitation ;**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,**Vu** l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 10/11/2016, reçu le 16/11/2016 ;**Vu** l'avis favorable tacite de la Sous-commission Départementale de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 13/12/2016 ;**ARRETE S/N° 25 539****ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la Sous-commission consultée susvisée devront être respectées.



ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP
Adjoint au Maire
Serge JOP,
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

20 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 20 DEC. 2016

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 29/09/2016		N° AT 031 506 16 00028
Par :	COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE	Catégorie : 5^{ème}
Demeurant à :	46 AV DE GAMEVILLE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	Type : w
Représenté par :	Madame FAURE DOMINIQUE	
Pour :	Construction neuve pour la création de «LA MAISON DE PROJETS»	
Sur un terrain sis :	RUE DES SPORTS BI 26 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 10/11/2016, reçu le 16/11/2016 ;

Vu l'avis favorable tacite de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux personnes handicapées en date du 03/12/2016 ;

ARRETE S/N° 25 538

ARTICLE 1

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la Commissions consultée susvisée devront être respectées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux Intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 21/11/2016, abattages d'arbres

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° 25537

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Conseil Départemental ADRESSE : 24, route de Toulouse 31290 Villefranche de Lauragais Responsable chantier : Ghislaine FONTORBES Tel : 05 62 18 83 50 Mail : ghislaine.fontorbes@cd31.fr	NOM : ECOVANA ADRESSE : lieu-dit Emphy 81000 CASTRES Responsable chantier : Tel : Mail : eco-va-na@orange.fr

- Autorisation de circulation alternée par feux tricolores
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation :

**5 décembre 2016
entre 9h00 et 16h00**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Etienne LOURME
Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Travaux, Voirie,
Entretien des bâtiments publics,
Réseaux et Circulation
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 2 décembre 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : 2 décembre 2016



Monsieur Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE D'EXPLOITATION
DE L'ETABLISSEMENT «GIFI»
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DE TYPE M – 2^{ème} Catégorie**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2,
VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,
VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7,
VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),
VU l'arrêté préfectoral 11 octobre 2010 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.), à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales,

CONSIDERANT l'avis favorable avec prescriptions de la Commission de l'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public émis par procès-verbal du 10/03/2016, suite à la visite périodique effectuée le 18/02/2016,

ARRETE N° 25 531

ARTICLE 1 : L'établissement dénommé «GIFI», sis 3 Place des Champs Pinsons à Saint-Orens de Gameville, classé en type M de la 2^{ème} catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation.

ARTICLE 2 : La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la commission de sécurité du 10/03/2016.

ARTICLE 3 : Le délai de visite périodique sera maintenu à 3 ans en application de l'article GE 4 §3.

ARTICLE 4 : La réalisation des prescriptions, devra faire l'objet d'une information auprès du Maire.

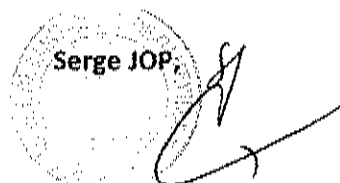
ARTICLE 5 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 6 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 14 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE
ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

Vu le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22/12/1981 modifié,

Vu l'autorisation de travaux n°31.506.13.00024 tacite au 27/01/2014,

Vu la visite du 05/10/2016 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H.,

Vu la visite du 05/10/2016 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les E.R.P.,

Vu le Rapport de dépannage après travaux en date du 06/10/2016, émanant de la société SIEMENS,

Vu l'attestation du rapport d'intervention corrective de la société SSI en date du 03/11/2016, précisant que les travaux ont été réalisés,

Considérant l'avis favorable de la Sous-commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH émis par procès-verbal en date du 25/10/2016, reçu le 28/10/2016,

Considérant l'avis favorable de la Sous-commission Départementale de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées émis en date du 05/10/2016,

ARRETE S/N°25-517

ARTICLE 1

L'établissement «LYCEE PIERRE PAUL RIQUET» situé, 2 avenue du Lycée à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouvert au public à compter de la délivrance du présent arrêté.

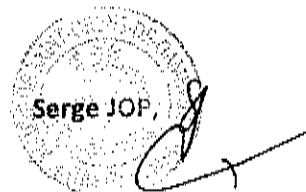
ARTICLE 2

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises dans les procès-verbaux susvisés.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETE DE REFUS D'AUTORISATION
D'OUVERTURE AU PUBLIC
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

Vu le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22/12/1981 modifié,

Vu l'autorisation de travaux n°31.506.15.00056 délivrée le 12/02/2016,

Vu la visite du 05/10/2016/ effectuée par le groupe de visite de la Sous-Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P et les I.G.H,

Vu la visite du 05/10/ 2016 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les E.R.P.,

Vu l'avis défavorable de la Sous-commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 25/10/2016, reçu le 28/10/2016 ;

Vu l'avis défavorable de la Sous-commission Départementale de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 5/10/2016 ;

Considérant que les règles de sécurité prescrites aux articles R.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ne sont pas respectées notamment sur les points suivants :

Les travaux n'ont pas été réalisés conformément aux plans et notice de sécurité précédemment étudiés.

Considérant que les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prescrites aux articles R.111-19-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ne sont pas respectées

ARRETE S/N° 25-516

Article 1

L'autorisation d'ouverture de la salle des professeurs concernant la restructuration du CDI du «LYCEE PIERRE PAUL RIQUET» situé, 2 Avenue du Lycée à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est **REFUSEE** à compter de la délivrance du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises dans les procès-verbaux susvisés.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

13 DEC. 2016

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

20 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (l'absence de réponse ou terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



Monsieur Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE D'EXPLOITATION
DU LYCEE «P.P. RIQUET»
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DE TYPE PRINCIPAL R, L, M – 1^{ère} Catégorie**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2,
VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),

VU l'arrêté préfectoral 11 octobre 2010 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.), à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales,

CONSIDERANT l'avis favorable avec prescriptions de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité de Toulouse contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur émis par procès-verbal du 25/10/2016, suite à la visite périodique effectuée le 05/10/2016,

ARRETE N° 25-515

ARTICLE 1 : Le «LYCEE P.P.RIQUET», sis 2 Avenue du Lycée à Saint-Orens de Gameville, classé en type principale R, L, N de la 1^{ère} catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation.

ARTICLE 2 : La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la commission de sécurité dans son procès-verbal du 25/10/2016.

ARTICLE 3 : La réalisation des prescriptions devra faire l'objet d'une information auprès du Maire.

.../...

ARTICLE 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 5 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE
ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

Demande déposée le 29/08/2016	
Par :	TOYS R US
Demeurant à :	1 ALLEE DES LUTINS 77310 SAINT -FRAGEAU PONTIERRY
Représenté par :	Monsieur BINGINOT RALPH
Pour :	Aménager un établissement à l'enseigne «TOYS R US»
Sur un terrain sis :	5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS BY 1 CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS

N° AT 031 506 16 00024Catégorie : 1^{ère}

Type : M

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;**Vu** le code de la construction et de l'habitation ;**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,**Vu** l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 25/10/2016, reçu le 27/10/2016 ;**Vu** l'avis tacite de la Sous-commission Départementale de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28/11/2016 ;**ARRETE S/N° 25 451****ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la Sous-commission consultée susvisée devront être respectées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

.../...

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 DEC. 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 14 DEC. 2016

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des

DECISIONS



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016033
Emplacement : Q/1
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme LAFFONT Lucette Paulette (veuve GINIES)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 48 avenue des Pyrénées**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 81/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme GINIES Lucette et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

à compter du 21 décembre 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

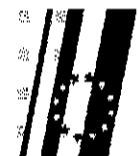
Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 22 décembre 2016.

Pour le Conseil,
 Par subdélégation de Mme le Maire
 Mme Josiane LASSUS PIGAT
 Conseillère municipale déléguée aux affaires générales



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 03/01/2017
 Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne
05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016032
Emplacement : R/8
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. POUX Alain Noël Etienne** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 11 Rue De La Viguerie**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 80/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. POUX Alain et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPETUELLE**

à compter du 14 décembre 2016

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2210,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

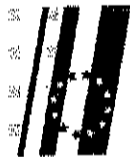
Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 16 décembre 2016

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 21/12/2016
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016031
Emplacement : R/9
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. BAYLAC Henri Bertrand** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 58 boulevard Catala**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 79/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. BAYLAC Henri et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPETUELLE**

à compter du 12 décembre 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2210,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 13 décembre 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 16/12/2016
Et publication, affichage ou notification le





Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
26° ALINEA

DEMANDE DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE
FIXATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.

Vu la décision 23/2016 sollicitant auprès du Département de la Haute-Garonne, dans le cadre du projet construction d'une salle polyvalente, l'attribution d'une subvention la plus large possible, pour aider au financement de cette opération

Considérant que pour l'instruction du dossier, il convient d'arrêter le montant des travaux de cette opération.

DECIDE S/N° 78/2016

ARTICLE 1

De solliciter, dans le cadre du projet construction d'une salle polyvalente, auprès du Département de la Haute-Garonne, l'attribution d'une subvention la plus large possible, pour aider au financement de cette opération, dont le coût des travaux est fixé à 1 861 022,50 € HT, soit 2 157 378,02 € TTC.

Les travaux seront inscrits au chapitre 23, article 2313 et la part restant à la charge de la commune sera financée sur ses fonds propres (autofinancement + emprunt).

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 12 décembre 2016

Madame le Maire,


Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

8ème alinéa

**CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016030
Emplacement : UCM/2
Date Echéance : 1er décembre 2031

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. NOBILEAU Michel** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 5 avenue Armand Leygue**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° 77/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. NOBILEAU Michel et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une CONCESSION QUINZENAIRE

à compter du 1er décembre 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **950,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

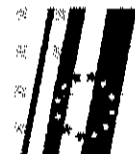
Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 5 décembre 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 13/12/2016
Et publication, affichage ou notification le





Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
8ème alinéa**

**MODIFICATION DE CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL NINARET - NC II**

Ancien Numéro de concession : 1

Numéro de concession : 2016029

Emplacement : F/3

Date Echéance: perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22, 8ème alinéa,

Vu la délibération n° 73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières ,

Vu l'arrêté n° 24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières ,

Vu la demande présentée en date du 24 octobre 2016 par **M. VANNIER Maurice** demeurant à **Saint-Orens-De-Gameville, 26 Rue Des Genêts** , tendant à modifier la concession n° 1 qui lui a été délivrée le 11 janvier 1979, pour une durée perpétuelle, à vocation familiale.

DECIDE S/N° 76/2016

Article 1 - La concession n° 1 à vocation individuelle, délivrée le 11 janvier 1979, au nom de **VANNIER** dans le cimetière NINARET - NC II, pour une période perpétuelle, **est transformée en concession à vocation familiale** sous le n° 2016029.

Article 2 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Un exemplaire en sera adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, et à l'intéressé(e).

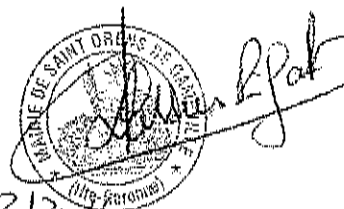
Saint-Orens-De-Gameville, le 30 novembre 2016

Pour le Conseil,

Par subdélégation de Madame le Maire

Madame Josiane LASSUS PIGAT

Conseillère municipale déléguée aux Affaires Générales



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 13/12/2016
Et publication, affichage ou notification le

Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
8ème alinéa

**CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016028
Emplacement : UCM/3
Date Echéance : 23 novembre 2046

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. LACROIX Jean Alexandre René** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 2 Rue Du Mont Vallier**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° 75/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. LACROIX Jean et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION TRENTENAIRE**

à compter du 23 novembre 2016

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1525,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

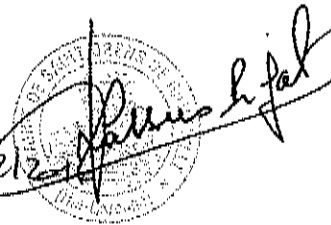
Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 30 novembre 2016

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 13/12/16
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
5ème Alinéa – MISE A DISPOSITION DE LA
SALLE DE MUSCULATION RIQUET A LA
BRIGADE TERRITORIALE AUTONOME**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal
charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du
Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

Vu la convention de mise à disposition du matériel de musculation du Lycée Pierre-Paul Riquet au
profit de la commune de Saint-Orens de Gameville en date du 08 juillet 2016.

Considérant qu'il y a un intérêt à favoriser la brigade territoriale autonome de Saint-Orens de
Gameville pour la pratique d'activités physiques ;

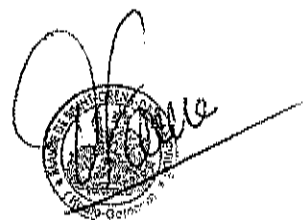
DECIDE S/N° 74-2016

ARTICLE 1

Il est conclu une convention avec la brigade territoriale autonome de Saint-Orens de Gameville ,
représentée par le Lieutenant Bertrand RIGAUD, en qualité de Commandant de la communauté
de brigades, située route de Reveil, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil
Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.



**Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,**

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/12/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.**

**5ème Alinéa – MISE A DISPOSITION DE LA
SALLE DE MUSCULATION RIQUET AU
BASKET SAINT-ORENS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

Vu la convention de mise à disposition du matériel de musculation du Lycée Pierre-Paul Riquet au profit de la commune de Saint-Orens de Gameville en date du 08 juillet 2016.

Considérant qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la salle de musculation Riquet ;

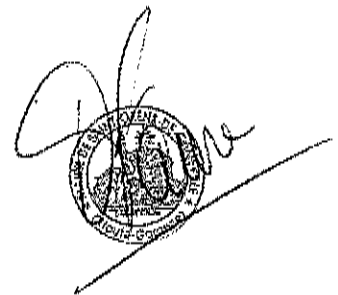
Mme Dominique Faure **DECIDE S/N° 73-2016** *le 08/12/2016*

ARTICLE 1

Il est conclu une convention avec l'association du Basket Saint-Orens, représentée par Mme Françoise TEXIER, en qualité de Présidente, ayant son siège social rue des sports, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.



**Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,**

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : *08/12/16*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal
charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du
Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

Vu la convention de mise à disposition du matériel de musculation du Lycée Pierre-Paul Riquet au
profit de la commune de Saint-Orens de Gameville en date du 08 juillet 2016.

Considérant qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la salle de
musculation Riquet ;

DECIDE S/N° 72-2016

ARTICLE 1

Il est conclu une convention avec l'association du Tennis Club Saint-Orens, représentée par Mr
Gérard ZAUCHE, en qualité de Président, ayant son siège social rue des sports, 31650 Saint-
Orens de Gameville.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil
Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.



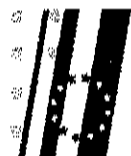
**Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,**

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : *08/11/16*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2016027

Emplacement : N/18

Date Echéance : 28 novembre 2066

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme ALVAREZ Jacqueline Marie (veuve CUQ)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 18 rue de Beauséjour**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 71/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme CUQ Jacqueline et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

à compter du 28 novembre 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

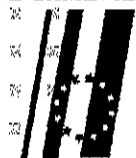
Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 29 novembre 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 01/12/2016
Et publication, affichage ou notification le





Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016026
Emplacement : O/14
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme DAVANT Raymonde, Marie (épouse FAURÉ)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 61 avenue des Iles**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 70/2016

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme FAURÉ Raymonde, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

à compter du 21 novembre 2016 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 29 novembre 2016.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire
Mme Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 01/12/2016
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
5ème Alinéa – MISE A DISPOSITION DE LA
SALLE COMMUNE DE LA RESIDENCE
AGRANAT**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal
charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du
Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

Vu la convention de mise à disposition à titre gratuit de la salle commune de la résidence Agranat
sise 20, rue de Nazan – 31650 Saint-Orens de Gameville par Patrimoine SA Languedocienne à la
commune de Saint-Orens en date du 15 juillet 2015.

Considérant qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la résidence
Agranat ;

DECIDE S/N° 69-2016

ARTICLE 1

Il est conclu une convention avec l'association Agranat, représentée par Mme Yvette GAMBONI,
en qualité de Présidente , ayant son siège social 20 rue de Nazan, Résidence Agranat –
appartement B22, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil
Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.



Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/12/16

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

